



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Préfecture de la Sarine
Oberamt des Saanebezirks

Grand-Rue 51, case postale 1622, 1701 Fribourg

T +41 26 305 22 20, F +41 26 305 22 22

www.sarine.ch

—

Message du Comité de pilotage (CoPil) relatif à l'avant-projet de statuts de l'Association Régionale de la Sarine (ARS) en vue de sa mise en consultation

Le présent message du Comité de pilotage (CoPil) vise à présenter l'avant-projet de statuts de l'Association Régionale de la Sarine (ARS), en vue de sa mise en consultation du **10 septembre au 19 octobre 2020** auprès des Communes, de l'Association des Communes Fribourgeoises (ACF) et des services de l'Etat principalement concernés.

Après un rappel de l'historique du projet de l'ARS (1) et de l'évolution du cadre légal (2), le message se concentrera sur les démarches en cours en lien avec le Plan directeur régional du district de la Sarine (PDR Sarine) et le Plan d'aménagement de 4^{ème} génération (PA4) (3), ainsi que sur la présentation des particularités et des principales dispositions de l'avant-projet de statuts de l'ARS (4).

1. Rappel de l'historique du projet de l'ARS

Constituée le 30 octobre 1974 avec l'ensemble des communes du district et ayant pour but déclaré de « maîtriser l'avenir »¹, l'Association des communes de la Sarine pour l'aménagement régional (ACSAR) a donné à la Sarine le premier Plan directeur régional du canton, présenté en 1979. L'adhésion de l'ensemble des communes sarinoises à ce plan démontre qu'elles ont perçu très tôt l'importance d'une planification commune à l'échelle du district. En outre, l'élaboration de ce plan a été reconnue par le préfet de l'époque, Hubert Lauper, comme un moyen de développer et stimuler les collaborations intercommunales. Nombre des analyses alors effectuées demeurent pertinentes aujourd'hui. On retiendra, à ce titre, la coordination nécessaire des plans d'aménagement locaux, la conservation et le renforcement de la structure urbaine existante, le rôle central joué par le territoire de la Ville de Fribourg et l'importance de la question de la mobilité. L'apparition d'une Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions en 1983 coïncide avec l'interruption des travaux de l'ACSAR. Inactive depuis lors, cette association visionnaire a été dissoute au printemps 2008 à l'initiative du préfet Nicolas Deiss, démissionnaire.

A son entrée en fonction à l'automne 2008, le soussigné a été entamée une réflexion sur la création d'une plate-forme de district et d'un fonds d'investissement régional. Des discussions informelles ont été menées avec le Comité de la Conférence des syndicats de la Sarine, les structures régionales existantes (ADHS ; Conférence des syndicats de Sarine-Ouest) ou nouvellement créée (Agglomération), ainsi qu'avec les Communes du nord de la Sarine.

Le 3 juin 2009, la Conférence des syndicats a tenu à Treyvaux une séance extraordinaire consacrée à l'avenir du district de la Sarine. Suite à cette séance, son Comité a adressé à toutes les Communes

¹ Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat, 52(1979)/3, p. 21.

du district un questionnaire sur la création éventuelle d'une association à buts multiples. L'idée de fédérer les Communes du district dans une association à buts multiples a reçu plus de $\frac{3}{4}$ d'avis favorables. Les tâches les plus fréquemment citées par les Communes étaient, dans l'ordre, les infrastructures sportives régionales, un fonds d'investissement régional, les transports et la nouvelle politique régionale. Durant l'été 2009, un groupe de travail « Infrastructures régionales » a approfondi la question du financement des infrastructures d'intérêt régional. Dans son rapport du 19 octobre 2009, le groupe de travail a recommandé la création rapide, à l'échelle de la Sarine, d'une structure formelle dotée d'un fonds d'investissement.

Au vu des résultats de l'enquête de la Conférence des Syndics et des conclusions du rapport du groupe de travail « Infrastructures régionales », le Préfet de la Sarine a convoqué les 36 communes du district à une Conférence régionale [article 107bis de la Loi sur les communes du 25 septembre 1980 (LCo ; RSF 140.1)] ayant pour tâche de préparer la constitution d'une organisation intercommunale chargée de réaliser les infrastructures régionales et de favoriser un développement régional coordonné. Elle a tenu sa séance constitutive en novembre 2009. Durant l'année suivante, les réflexions et les séances se sont poursuivies et un projet de statuts de l'ARS a été élaboré et mis en consultation auprès des Communes. En 2011, les points faisant encore l'objet d'une discussion concernaient la composition des organes, l'alimentation du fonds d'investissement et la clé de répartition entre les Communes.

En février 2012, la Conférence régionale pour des infrastructures régionales et un développement régional coordonné (CRID) a transmis les statuts de l'ARS aux législatifs communaux pour adoption, l'adhésion de l'ensemble des Communes du district étant nécessaire pour une entrée en vigueur. Sur les 36 communes, 22, représentant 66% de la population, ont adopté les statuts, 11 les ont refusés et 3 se sont abstenues. Les raisons du refus sont à mettre en lien avec les questions de la clé de répartition et du fond d'investissement.

Dans sa séance du 8 novembre 2012, la CRID a donné à son CoPil le mandat de poursuivre néanmoins les travaux, en dissociant d'une part l'étude d'un nouveau projet de statuts sans fonds d'investissement et, d'autre part, l'étude d'une entente intercommunale relative à l'implantation d'un centre cantonal de natation dans le Grand Fribourg.

Si la Sarine ne dispose plus depuis la fin des travaux de l'ACSAR (ci-dessus) d'un plan directeur régional couvrant l'ensemble de son territoire, l'Agglomération de Fribourg, elle, dispose de projets d'agglomération dits de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} génération (respectivement PA1, PA2 et PA3). A noter toutefois que, lors de l'évaluation du PA2 par la Confédération, l'Office fédéral du développement territorial (ARE) a souligné que le périmètre de l'Agglomération de Fribourg était trop petit compte tenu des critères de classification employés par l'OFS. A cette occasion, le Plan de fusions du préfet a été utilisé comme illustration, montrant ainsi que l'Agglomération de Fribourg devait tendre à agrandir son périmètre. L'avancée des travaux n'a pas permis de prendre en compte l'ensemble du périmètre de l'agglomération-OFS dans le cadre du PA3, mais cet objectif a été formellement retenu dans le cadre du projet d'agglomération de 4^{ème} génération (PA4) actuellement mené à bien parallèlement à l'élaboration d'un véritable plan directeur régional ayant pour objectif de coordonner la planification de l'Agglomération de Fribourg avec celles des communes situées hors-périmètre au projet de plan directeur régional (cf. ci-dessous chapitre 3 lettre b).

Sur cette base, en tenant compte tant de l'évolution du cadre légal que des démarches en cours en lien avec le PDR Sarine et le PA4 (cf. chiffre 2 du présent message), le CoPil a finalisé, lors de sa séance du 2 septembre 2020, l'avant-projet de statuts de l'ARS qui sera mis en consultation du 15 septembre au 15 novembre 2020.

2. Evolution du cadre légal

Le 3 mars 2013, le peuple suisse et le peuple fribourgeois ont accepté la nouvelle Loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979 (LAT ; RS 700). Ce dispositif, entré en vigueur le 1^{er} mai 2014, a donné un délai de cinq ans aux cantons pour adapter leur propre réglementation, dont le Plan directeur cantonal actuel de Fribourg (ci-après : « PDCant »), qui datait de 2002. Durant ce laps de temps et jusqu'à l'approbation du PDCant par la Confédération, un moratoire sur les zones à bâtir a été décrété.

La nouvelle LAT visait une urbanisation davantage maîtrisée et posait pour ce faire de nouvelles exigences quant au développement des zones à bâtir. Celles-ci doivent désormais être dimensionnées de telle sorte qu'elles répondent aux besoins du Canton pour les quinze prochaines années. Cela signifie que la Commune ne peut plus justifier des extensions de zone à bâtir à sa seule échelle. La nouvelle législation n'admet dès lors des mises en zone qu'à de strictes conditions : les réserves à l'intérieur des zones constructibles doivent avoir été construites, la disponibilité du terrain à bâtir doit être garantie, des mesures de densification et de requalification du tissu bâti existant doivent avoir été prises et la coordination avec le développement des transports doit être assurée. Ce renforcement des conditions de mises en zone visait à empêcher la dispersion des constructions et éviter ainsi la perte des terres agricoles et des espaces naturels. La nouvelle LAT instaure également la planification des projets à fort impact sur le territoire et l'environnement dans le PDCant.

Sur cette base, en date du 15 mars 2016, le Grand Conseil a adopté une modification de la Loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC ; RSF 710.1), qui consistait à adapter le droit cantonal à la LAT révisée, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014. Il s'agissait de prévoir des dispositions sur la gestion de la zone à bâtir, concrétisant notamment l'obligation de construire prévue à l'article 15a LAT, et d'introduire une taxe sur la plus-value

Au demeurant, suite à son adoption par le Grand Conseil lors de sa séance du 21 juin 2018, le Conseil d'Etat a également promulgué, le 22 août 2018, la Loi du 21 juin 2018 modifiant la LATEC avec comme date d'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Cette modification visait à rendre l'aménagement régional obligatoire et avait comme objectif un renforcement du poids des régions dans la planification territoriale en cohérence avec les nouveaux impératifs fixés par le droit fédéral, en matière de planification à l'échelle supra-communale.

Concrètement, la loi introduit un nouvel article 22a et modifie l'article 25 LATEC, en prévoyant l'obligation pour les régions d'établir un **Plan directeur régional**, dans un délai de **trois ans** dès l'approbation du nouveau Plan directeur cantonal par la Confédération. En l'espèce, la Confédération a approuvé le PDCant le 1^{er} mai 2019. Partant, le district de la Sarine dispose d'un délai au **1^{er} mai 2022** pour établir son PDR Sarine.

Conformément à l'article 25 LATEC, les Communes d'une même région se groupent en une communauté dotée de la personnalité morale de droit public en vue de réaliser les tâches d'aménagement régional (alinéa 1). Les Plans directeurs régionaux doivent ainsi être élaborés par

une **Association de communes** constituée en application des articles 109 et ss LCo, dans la mesure où la réalisation d'un tel plan, liant les autorités entre elles, implique une collaboration entre les Communes qui comporte un engagement important et durable (article 109 alinéa 1 LCo). Ils doivent également être adoptés par une Association de communes, conformément à l'article 31 LATeC.

Le contenu du Plan directeur régional reste fixé par l'article 29 LATeC, à savoir que le Plan directeur régional traite au minimum de **l'urbanisation, de la mobilité et de l'environnement**. Il traite également des rives, s'il s'agit d'une région riveraine d'un lac (alinéa 1). Il peut également porter sur d'autres thèmes, notamment le développement économique, le tourisme, la nature et l'espace forestier (alinéa 2).

Enfin, dans le cadre la révision de la Loi sur les agglomérations du 19 septembre 1995 (LAgg ; RSF 140.2), le Grand Conseil a décidé, le 21 août 2020, d'abolir le statut d'agglomération institutionnelle, par 75 voix pour, 5 contre et 9 abstentions. L'Agglomération de Fribourg devra donc être transformée en une Association de communes. Conformément à l'article 52 alinéa 1 nouveau LAgg, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le Conseil d'Etat fixera le périmètre des entités en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets d'agglomération déjà constituées. Les Communes comprises dans le périmètre fixé par le Conseil d'Etat, disposeront alors d'un délai de deux ans supplémentaires à compter de la fixation de ce périmètre, pour, sous la conduite du Préfet, adapter les statuts de l'entité constituée ou élaborer de nouveaux statuts. Le Préfet compétent sera le Préfet du district qui comprend le plus grand nombre de Communes concernées (alinéa 2). Passé ce délai, le Conseil d'Etat se substituera aux Communes pour adapter ou élaborer les statuts de l'association de communes (alinéa 3).

Sur ce point, le CoPil a choisi de centrer le présent projet de statuts sur l'échéance la plus rapprochée et donc prioritaire, à savoir l'établissement du PDR Sarine d'ici la date du 1^{er} mai 2022. Une fois connu le périmètre défini par le Conseil d'Etat pour la future agglomération conformément à l'article 52 alinéa 1 nouveau LAgg, des réflexions et démarches formelles seront entamées, probablement avec les districts de la Singine et du Lac, pour tracer les lignes (Communes membres, tâches, fonctionnement, clé de répartition) de la future Agglomération de fribourg.

3. Démarches en cours en lien avec le PDR Sarine et le PA4

a. Schéma directeur régional du district de la Sarine

Dans ce contexte d'évolution du cadre légal et afin d'anticiper les travaux nécessaires à l'élaboration du PDR Sarine, le district de la Sarine a entamé une réflexion territoriale commune visant à forger une identité commune, à tracer les lignes directrices du développement futur et à mettre en valeur les forces de la région. Réunie à Treyvaux le 7 octobre 2015 pour sa huitième séance, la CRID a ainsi décidé d'élaborer un Schéma directeur régional du district de la Sarine (SDDS), outil de planification régionale devant lui permettre de répondre aux défis imposés par les modifications récentes de la Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700).

Le 5 juillet 2018, le district de la Sarine a ainsi présenté son SDDS. Ce document, élaboré par un bureau spécialisé, synthétise la vision des Communes du district de la Sarine pour leur développement futur. Cette vision a pour objet les problématiques de l'urbanisation, de la mobilité, du développement économique, de la nature et du paysage, ainsi que du tourisme.

1) *Urbanisation* :

Le SDDS a abordé le volet de l'urbanisation, à travers les thématiques de l'urbanisation et la démographie, des services à la population, des centralités, des principes et leviers. Sur la base d'une analyse de l'état existant, le SDDS a élaboré, sur les thématiques précitées, une série de propositions et d'objectifs.

2) *Mobilité* :

Le SDDS a abordé le volet de la mobilité, à travers les thématiques des dessertes en transports publics (future), du trafic individuel motorisé (TIM), de la mobilité douce (MD) et des infrastructures. Sur la base d'une analyse de l'état existant, le SDDS a élaboré, sur les thématiques précitées, une série de proposition et d'objectifs.

3) *Développement économique* :

Le SDDS a abordé le volet du développement économique, à travers les thématiques des zones d'activité (ZACT) et de l'emploi (potentiel de développement). Sur la base d'une analyse de l'état existant, le SDDS a élaboré, sur les thématiques précitées, une série de propositions et d'objectifs.

4) *Nature et paysage* :

Le SDDS a abordé le volet de la nature et du paysage. Sur la base d'une analyse de l'état existant, le SDDS a élaboré une série de propositions et d'objectifs, à savoir la préservation du patrimoine paysager du district, la préservation du patrimoine identitaire du district, la préservation de la diversité des milieux naturels, les sentiers pédestres, le Chemin de Saint-Jacques et la nature en ville.

5) *Tourisme* :

Le SDDS a abordé le volet du tourisme. Sur la base d'une analyse de l'état existant, le SDDS a élaboré principalement une proposition, à savoir une adhésion commune à la plateforme de promotion régionale.

Enfin, le SDDS a également servi de base à un positionnement commun du district dans le cadre de l'élaboration du nouveau PDCant.

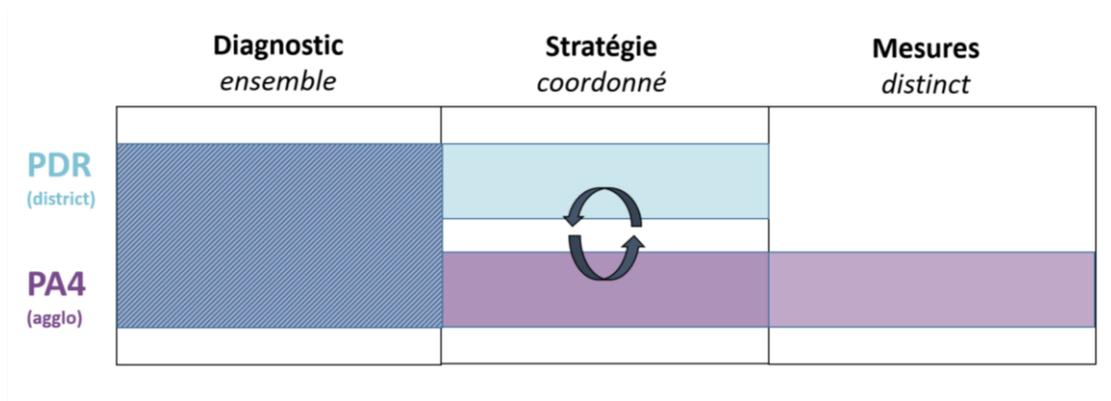
b. PDR Sarine et PA4

Suite au changement de cadre légal exposé précédemment et à la nécessité d'établir un PDR, le CoPil de la CRID et l'Agglomération de Fribourg ont entrepris, dans le courant de l'année 2018, des discussions afin d'œuvrer de manière coordonnée dans le cadre l'établissement du PDR Sarine et du PA4.

En effet, la particularité du PDR Sarine réside dans le fait qu'il est élaboré en étroite collaboration avec l'Agglomération de Fribourg, sur la base des travaux du PA4. Le principe et les modalités de cette collaboration ont été validés par la CRID lors de ses séances des 14 novembre 2018 et 22 mars 2019. Afin d'assurer la coordination entre les deux projets (PDR Sarine et PA4), il a été prévu que l'Agglomération fonctionne comme pouvoir adjudicateur pour les deux projets, lesquels font l'objet d'un cahier des charges unique. Partant, cette coordination est également assurée par des mandataires identiques et une gouvernance commune, mise sur pied pour coordonner les deux projets.

Echelonnées sur environ deux ans et demi, les travaux se dérouleront en trois étapes, exposées schématiquement ci-dessous :

- Etape 1 : observation, analyse => **Démarches communes** : Agglo-District
- Etape 2 : définition de stratégie => **Démarches coordonnées** : Agglo-District
- Etape 3 : mesures => **Démarches séparées** : Agglo-District



Sur cette base, le mandat pour l'élaboration du PDR Sarine et le PA4 a été attribué le 21 juin 2019 à un groupement piloté par le bureau **Archam et Partenaires SA, Route du Jura 43, à 1700 Fribourg**, pour un montant de CHF 805'000 TTC, au terme d'une procédure de marché publique ouverte, conformément à l'article 41 alinéa 3 du Règlement sur les marchés publics du 28 avril 1998 (RMP ; RSF 122.91.11).

Pour rappel, les objectifs généraux du PDR Sarine sont les suivants :

- Renforcer la cohésion du périmètre en veillant à garantir un équilibre entre le centre urbain et les communes périphériques et prendre en compte leurs caractéristiques territoriales dans le cadre de leur développement futur ;
- Favoriser le développement de la région dans le cadre imposé par le droit fédéral et cantonal et préserver un rapport équilibré entre population et emploi ;
- Favoriser le respect des principes issus du développement durable dans les stratégies et les mesures ou lignes d'actions proposées.

Dès lors qu'une Association des communes est nécessaire pour réaliser et adopter le PDR Sarine, que le district de la Sarine ne dispose pas d'une telle Association, le CoPil a finalisé, lors de sa séance du 2 septembre 2020, l'avant-projet de statuts de l'ARS, dont les particularités et des principales dispositions seront commentées ci-dessous (cf. chiffre 4 du présent message).

4. Avant-projet de statuts de l'ARS

a) Considérations générales

Pour rappel, en février 2012, la CRID a transmis les statuts de l'ARS aux législatifs communaux pour adoption, l'adhésion de l'ensemble des Communes du district étant nécessaire pour une entrée en vigueur.

Sur les 36 communes, 22, représentant 66% de la population, ont adopté les statuts, 11 les ont refusés et 3 se sont abstenues. Les raisons du refus sont à mettre en lien avec :

- la question du fond d'investissement ;
- la questions de la clef de répartition.

S'agissant du fond d'investissement, les statuts définissaient de la manière suivante le fonds d'investissement régional et les conditions cadres de son utilisation, à savoir :

- le fonds d'investissement devait permettre aux communes de la Sarine d'octroyer une aide financière pour la réalisation d'un projet d'infrastructure d'importance régionale (article 3) ;
- la notion « d'intérêt régional » était définie (article 21 alinéa 2). L'accent était mis sur la nature, la portée et les retombées des projets pour le développement de la région ;
- la décision de financement d'un projet par le biais du fonds d'investissement était de la compétence de l'Assemblée des délégués (article 9 lettres k et l et article 24 alinéa 1) ;
- le fonds était principalement alimenté par une contribution annuelle et solidaire (article 30) de toutes les communes du district (article 21 alinéa 4) ;
- si nécessaire, le fonds pouvait être également financé par l'emprunt (article 22 lettre d) jusqu'à concurrence de CHF 25'000'000.00 (article 23) ;
- la contribution financière de l'Association à un projet était financée à hauteur de 70% par le fonds d'investissement, alors que les 30% restant étaient pris en charge par les Communes directement intéressées (article 24 alinéa 2 et article 31).

Sur la base des résultats précités et conformément au mandat donné au CoPil par la CRID en date du 8 novembre 2012 dans ce sens, le fond d'investissement a été abandonné dans le présent avant-projet de statuts. S'agissant de la clef de répartition, le CoPil a opté pour une répartition uniquement basée sur le principe de la population légale, contrairement aux statuts refusés en 2012 qui prévoyaient une clef de répartition basée à 75% en fonction de la population légale et à 25% selon la population légale pondérée par l'indice de potentiel fiscal (IPF).

Ainsi, l'avant-projet de statuts de l'ARS mis en consultation tient compte des enseignements de 2012 et a pour objectif d'obtenir l'approbation de l'ensemble des Communes du district de la Sarine, afin de mettre rapidement sur pied l'ARS au vu des exigences liées au PDR Sarine.

b) Commentaire

Art. 2

MEMBRES

Toutes les communes du district de la Sarine sont membres de l'Association et constituent la « Région Sarine ».

L'évolution du cadre légal, à travers notamment l'obligation pour les régions de se doter d'un PDR, tout comme la défense des intérêts des Communes de la Sarine, tant sur un plan régional que Cantonal, voire suprarégional, impliquent la nécessité de créer une association regroupant l'ensemble des Communes du district.

Art. 3 BUTS ET MOYENS

¹ L'Association a pour buts de :

- a) Promouvoir sur le plan régional l'ensemble des aspects du développement ;
- b) Favoriser la coordination des tâches et activités des différentes associations, agglomération ou collectivités publiques de la région ;
- c) Représenter les intérêts des communes de la Sarine auprès des autorités et institutions, publiques ou privées, pour les objets pour lesquels elles n'ont pas explicitement délégué cette compétence [...] ;
- d) Accomplir les tâches et procéder aux études en rapport avec l'aménagement régional, au sens des art. 22a ss LATeC, et la politique d'innovation régionale, au sens des art. 16a et 19a de la loi sur la promotion économique (LPEc).

² A cette fin, l'Association peut:

- a) Attribuer des mandats et réaliser les études nécessaires à l'accomplissement de ses tâches ;
- b) [supprimé]
- c) Conclure des offres de services avec des communes, associations de communes ou agglomération, par contrat de droit public et au minimum au prix coûtant, au sens de l'art. 112 LCo.

³ Dans le cadre de ses activités, l'Association tient compte des réalisations déjà entreprises et collabore étroitement avec l'agglomération et les associations régionales existantes.

Les buts de l'association sont centrés autour de quatre axes : le développement régional, la coordination des tâches et activités des différentes associations, agglomération et collectivités publiques, la représentation des intérêts des communes de la Sarine et l'accomplissement des tâches en lien avec l'aménagement régional, ainsi que la politique d'innovation régionale. Le dernier but est notamment à mettre en lien avec la révision de la LATeC et l'obligation des régions de se doter d'un PDR.

Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable que l'ARS fonde son travail sur les réalisations et activités déjà existantes dans le district. La recherche de synergies et le refus des doublons ont ainsi été des leitmotivs constants tout au long des travaux d'élaboration des statuts. L'alinéa 3 prévoit donc explicitement une collaboration étroite de l'ARS avec l'Agglomération de Fribourg et les autres organismes régionaux existants. Cette collaboration pourra prendre la forme de mandats (alinéa 2 lettre a) ou encore d'offres de service (alinéa 2 lettre c).

Quant au fonds d'investissement régional, il a été abandonné dans le présent avant-projet de statuts, suite au mandat donné au CoPil par la CRID en date du 8 novembre 2012 dans ce sens.

II – ORGANISATION 1. L'assemblée des délégués

Art. 7 COMPOSITION ET DESIGNATION

¹ L'assemblée des délégués est composée :

a) du préfet, qui préside l'assemblée ;

b) des délégués de chacune des communes membres, à raison d'un délégué par 2000 habitants ou par fraction de 2000 habitants.

Chaque commune a droit à un délégué au moins.

Le nombre des délégués est fixé en fonction de la population dite légale, selon le dernier arrêté du Conseil d'Etat.

[...]

La répartition des Délégués se calcule en fonction de la population légale. Certaines dispositions de la législation sur les communes ont été reprises dans cet article. Ainsi, une Commune ne peut disposer de la majorité des voix et un délégué peut être remplacé par un autre conseiller de sa Commune pour autant qu'il ait été au préalable nommé par le conseil communal.

II – ORGANISATION

1. L'assemblée des délégués

Art. 9 COMPETENCES

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes :

a) élection du vice-président, qui occupe les mêmes fonctions au sein du comité de direction ;

b) élection des autres membres du comité de direction ;

[...]

f) fixation annuelle du montant des contributions de fonctionnement ;

[...]

q) adoption des plans directeurs régionaux, en veillant à leur conformité à la planification supérieure ;

r) élire les membres de la commission financière après en avoir fixé le nombre.

L'Assemblée des délégués est présidée par le Préfet (article 7). Elle élit le Vice-président et les autres membres du Comité (lettres a et b), de même que les membres de la commission financière (lettre r), et exerce les autres attributions usuelles d'une Assemblée selon la loi sur les communes (article 116 alinéa 2 LCo). Elle adopte les Plans directeurs régionaux, en veillant à leur conformité à la planification supérieure. L'Assemblée prend ses décisions à la majorité simple (article 10). En dessus d'un montant de CHF 500'000.-, ces décisions sont soumises au référendum financier facultatif (article 27 alinéa 2) et en dessus de CHF 2'000'000.- au référendum financier obligatoire (article 27 alinéa 3).

II – ORGANISATION

2. Le Comité de direction

Art. 11 COMPOSITION

¹ *Le comité de direction comprend onze à quinze membres choisis au sein de l'assemblée des délégués en veillant à une représentation régionale équitable ; ils sont élus pour une législature de cinq ans et sont rééligibles.*

² *Sa composition est la suivante :*

a) le président de l'assemblée des délégués qui assume la même fonction au sein du comité de direction;

b) les autres membres qui doivent faire partie de l'exécutif d'une commune membre.

³ *Le remplacement d'un membre absent n'est pas admis.*

L'article 11 alinéa 1 prévoit que le Comité de direction comprend de onze à quinze membres. Il est présidé par le Président de l'Assemblée des délégués, à savoir le Préfet, et est composé de représentants des exécutifs communaux.

II – ORGANISATION

2. Le Comité de direction

Art. 13 COMPETENCES

Le comité de direction a les attributions suivantes :

[...]

L'article 13 définit les attributions dévolues au Comité de direction. Il dirige et administre l'association, représente celle-ci envers les tiers, attribue les mandats nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'association, élabore le budget et gère les comptes, constitue des groupes de travail et désigne, en son sein, un bureau de trois à cinq membres.

Le Comité de direction prépare également les objets à soumettre à l'assemblée. De plus, il est de la compétence du Comité de direction de nommer le secrétariat régional de l'association et d'élaborer son cahier des charges. En matière financière, il exerce les compétences attribuées au Conseil communal selon la législation sur les finances communales. Enfin, il exerce les attributions qui ne sont pas déferées à un autre organe.

II – ORGANISATION

3. Le secrétariat régional

Art. 14 ATTRIBUTIONS

¹ *Le secrétariat régional effectue toutes les tâches qui lui sont attribuées par la législation et le cahier des charges établi par le comité de direction.*

² *Il participe aux séances du comité de direction et aux assemblées des délégués avec voix consultative.*

Les tâches du secrétariat régional sont notamment la prise de procès-verbaux, la préparation et l'organisation des séances, de même que, d'un point de vue administratif, l'accueil, la réception et la correspondance courante. Dans un souci d'efficacité, de rationalité et de synergies, l'exécution des tâches précitées devrait être confiée à une entité existante, disposée à mettre ses ressources humaines et logistiques à disposition de l'ARS. Pour le Copil, l'idée est de confier un tel mandat à l'Agglomération de Fribourg, en conformité avec l'article 3 alinéa 3 des statuts.

V – Finances

Art. 29 Clef de répartition

Article 29

¹ Les dépenses de l'Association sont réparties entre les communes membres en fonction de leur population légale, selon les derniers chiffres publiés.

² Lorsqu'un projet présente un intérêt particulier pour une ou plusieurs communes spécifiques, l'assemblée des délégués peut, en dérogation à l'alinéa 1, prévoir une autre clé de répartition tenant équitablement compte des intérêts en présence. L'assemblée prend sa décision à la majorité qualifiée des trois quarts des voix, représentant les trois quarts de la population légale de toutes les communes membres de l'association.

Le projet retient la stricte application du seul critère de la population légale. Dite option concorde avec la clé de répartition actuellement choisie par la CRID pour les démarches relatives à l'adoption du PDR Sarine. En effet, en date des 14 novembre 2018 et 4 avril 2019, la CRID a opté pour la clé de répartition de la population légale s'agissant des CHF 300'000.- libérés pour le PDR Sarine, à la charge exclusivement des Communes hors-Agglomération en l'occurrence, dès lors que les Communes membres de l'Agglomération de Fribourg participent déjà financièrement à travers les montants prévus pour le PA4.

Au demeurant, conformément à l'article 36 des statuts de l'Agglomération de Fribourg, les charges d'exploitation de l'administration, les frais d'études et de planification, ainsi que les charges financières relatives aux investissements, sont également répartis entre les Communes membres de l'Agglomération de Fribourg en fonction du critère de la population légale. Cette même clé est ainsi utilisée par l'Agglomération de Fribourg dans ses propres travaux pour le PA4.

S'agissant de la possibilité de l'alinéa 2 de déroger au seul critère de la population légale, l'objectif est de permettre de répondre à de futurs projets communs présentant un intérêt particulier et qui justifierait une autre clé de répartition.

VII – Commission financière

Art. 37

Commission financière

¹ *La commission financière est composée de 3 membres.*

² *Elle exerce les attributions qui lui sont fixées par la législation sur les finances communales.*

Les associations de communes doivent avoir une commission financière [articles 70 à 72 de la Loi du 22 mars 2018 sur les finances communales (LFCo ; RSF 2018_021), applicables par analogie en vertu de l'article 2 alinéa 2 LFCo]. À relever que le nombre de membres de cette commission est d'au minimum trois (article 34 alinéa 1 OFCo), non pas d'au minimum cinq comme c'est le cas pour les commissions financières des communes.

IX – DISPOSITIONS FINALES

Art. 40 ENTREE EN VIGUEUR

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation par le Conseil d'Etat.

Contrairement au précédent projet de statuts qui prévoyait une entrée en vigueur échelonnée, le présent projet prévoit une entrée en vigueur des statuts dès l'approbation de ces-derniers par le Conseil d'Etat.